

# RETRAIT DU PROJET GOUVERNEMENTAL

## Pas un jour de plus, pas un sou de moins

**COLLECTIF 37  
DE DEFENSE  
DES RETRAITES**

Le gouvernement français vient d'engager une nouvelle contre réforme qui porte un nouveau coup au système de retraite par répartition. Le bilan des « réformes » menées depuis 1993 est déjà catastrophique car toutes les dispositions prises (calcul sur les 25 meilleures années, indexation sur les prix et non plus sur les salaires des actifs, allongement de la durée de cotisation sous peine de décote...) ont déjà fait baisser le niveau des pensions d'environ 20 %. Elles ont aggravé les inégalités déjà fortes entre les pensions des hommes et des femmes. Cette dégradation continuera de frapper les actuels retraités et touchera également les générations suivantes.

Malgré ce bilan désastreux, le gouvernement veut aller plus loin en retardant l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans et en reportant l'âge d'annulation de la décote de 65 ans à 67 ans. Ces mesures condamneront à la pauvreté bon nombre de futurs retraités, surtout les femmes et tous ceux et celles qui ont connu et connaîtront des périodes de chômage et de précarité importantes. Ce sont les salarié-es les plus jeunes qui subiront les effets cumulés de ces orientations au moment de partir à la retraite.

Le projet en cours est donc dans la continuité d'un choix idéologique qui vise ni plus ni moins à détricoter notre système de protection sociale mis en place après guerre, et en particulier notre système de retraite par répartition.

Une alternative à cette régression sociale existe. L'argent nécessaire pour préserver les pensions existe (33 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales en 2009, 75 milliards d'euros de niches fiscales, 22 milliards de déductions fiscales sur les plus values réalisées par les entreprises sur cession d'actifs...) La débauche de cadeaux fiscaux fait par ce gouvernement à sa clientèle électorale (bouclier fiscal, baisse des tranches supérieures de l'impôt sur le revenu, suppression des droits de succession, etc.) représentait entre 2000 et 2010 une perte annuelle de ressources publiques de plus de 80 milliards d'euros. Or, le besoin annuel de financement des retraites serait d'environ 13 milliards en 2015, puis monterait progressivement pour atteindre 70 à 114 milliards en 2050. Le financement des retraites est donc possible à condition d'en finir avec l'actuel partage éhonté et injuste de la richesse.

Plusieurs organisations ont donc décidé de créer un collectif pour lutter ensemble contre ce projet de réforme des retraites. Ce collectif, en construction, est ouvert à TOUTES et TOUS, organisations ou individus. Ce collectif s'inscrit dans la démarche unitaire construite au niveau national autour de l'Appel lancé par la fondation Copernic et Attac pour « faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites ».

**Nos revendications sont claires :**

- .Refus catégorique du recul de l'âge légal de la retraite et de l'augmentation de la durée de cotisation
- .Abrogation de toutes les « réformes » entreprises depuis 1993
- .Propositions de nouvelles pistes de financement pour préserver notre système de retraite par répartition

Le collectif invite à signer l'appel de la Fondation Copernic et de Attac :

## **RASSEMBLEMENT TOUS LES MARDIS**

(dès le 20 juillet) **de 18 à 20h place Jean Jaures à Tours.**

**FASE-ATTAC-SOLIDAIRES<sub>37</sub>-UNEF-SUD ETUDIANT-NPA-CGT CNAV-M'PEP-AL-FSU <sub>37</sub>-DLA**